

## AFRIQUE DU SUD, DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE JUIN À LA GRÈVE GÉNÉRALE DES FONCTIONNAIRES D'AOÛT

**L**e 2 juin, les élections générales ont eu lieu en Afrique du Sud. Ces élections comprennent les élections législatives et, en même temps, les élections provinciales. Les 400 députés sont élus au suffrage universel à la proportionnelle (200 issus de listes nationales, 200 issus de listes provinciales). Ensuite, l'Assemblée nationale élit le Président. Comme aux Etats-Unis, le Président rassemble les fonctions de chef de l'Etat et de chef du gouvernement. En

l'occurrence, Thabo Mbeki a succédé à Nelson Mandela le 14 juin.

Il y avait beaucoup moins d'inscrits sur les listes électorales qu'en 1994, 18,2 millions au lieu de 23,7 millions. Presque 90 % des électeurs inscrits ont participé au scrutin, soit à peu près la même proportion qu'en avril 1994, les premières tenues sur la base du suffrage universel.

### Principaux résultats des législatives :

Parti	Suffrages 1999 en %	Rappel 1994 en %	Parti	Suffrages 1999 en %	Rappel 1994 en %
<b>ANC</b>	<b>66,4</b>	62,7	<b>UDM</b>	<b>3,4</b>	-
<b>DP</b>	<b>9,5</b>	1,7	<b>ACDP</b>	<b>1,4</b>	0,4
<b>IFP</b>	<b>8,6</b>	10,5	<b>VF/FF</b>	<b>0,8</b>	2,17
<b>NNP</b>	<b>6,9</b>	20,4	<b>PAC</b>	<b>0,7</b>	1,25

Les résultats ont été accueillis favorablement par la Bourse de Johannesburg. *Les marchés financiers sud-africains ont réagi favorablement aux résultats des élections. Le rand tourne autour de 6,10 pour 1 dollar américain, son taux le plus élevé depuis un mois. La*

*performance a été répercutée sur le marché des obligations, ce que les analystes présentent comme l'indication que les marchés sont satisfaits de la victoire de l'ANC. (Media Institute of Southern Africa, 9 juin 1999)*

### L'ANC, FORMATION BOURGEOISE HÉGÉMONIQUE

La victoire du Congrès national africain (ANC) est en effet écrasante. Axe du gouvernement depuis 1994 et organisation nationaliste bourgeoise, l'ANC a renforcé ses positions : 66,4 % des voix au lieu de 62,2 %. Avec 266 sièges sur 400 de l'Assemblée nationale, il lui manque seulement un député pour avoir à lui tout seul la majorité des 2/3.

En outre, l'ANC a obtenu la majorité absolue dans 7 des 9 provinces.

*L'ANC avait le soutien du quotidien du capital financier sud-africain Business Day (voir Le Monde, 2 juin 1999).*

Par contre, la perte de prestige de l'ANC est sensible dans la génération qui n'a pas connu l'apartheid, mais seulement le maintien de la misère, l'aggravation du chômage, la délinquance et la criminalité :

*Après cinq ans de gouvernement ANC, l'usure du pouvoir se fait pourtant sentir dans les*

*townships, où les démunis désespèrent de voir leur quotidien changer. Ce phénomène s'est traduit par un taux d'inscription sur les listes électorales particulièrement faible chez les jeunes : moins de la moitié des 18-20 ans se sont inscrits pour voter. (Le Monde, 3 juin 1999)*

Mais, faute de parti ouvrier indépendant, l'ANC bénéficie encore du prestige des années de lutte contre l'apartheid, en particulier au sein des masses d'origine africaine, mais aussi d'une partie de la population « métisse » ou d'origine asiatique, et même d'une minorité d'origine européenne. Il faut y ajouter un électoralat qui y voit pour l'instant le meilleur garant de l'ordre actuel.

Deux organisations petites-bourgeoises, concurrentes historiques de l'ANC sur le terrain du nationalisme, ont été laminées :

- Le Congrès panafricain (PAC) obtient 0,71 % des voix au lieu de 1,25 % en 1994, et 3 députés au lieu de 5.

- L'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO), qui avait boycotté la précédente consultation, atteint moins de 0,2 %. Elle n'obtient qu'un député.

Les partis traditionnels de la bourgeoisie blanche ont connu des sorts électoraux variés :

- Le Nouveau parti national (NNP) de Marthinus van Schalkwyk a connu un grave échec avec 6,9 % au lieu de 20,4 % en 1994. Principal parti de gouvernement durant l'apartheid, le Parti national a été abandonné par sa base électorale blanche, pour avoir porté au pouvoir un gouvernement noir. Les tentatives de trouver un soutien chez les Noirs n'ont fait qu'aggraver sa crise :

*Il s'était efforcé d'attirer les électeurs noirs. Mais, ce faisant, le successeur de Frederik De Klerk s'est aliéné une partie de l'électorat traditionnel de son mouvement, qui s'est tourné vers le DP. (Le Monde, 5 juin 1999)*

- Le Parti démocratique (DP) de Tony Leon a fortement progressé, passant de 1,7 % des voix à 9,5 %. Colonialiste, mais parti minoritaire, le DP a capté cette fois-ci l'essentiel du vote blanc hostile à l'ANC. Il a mené campagne pour une offensive plus résolue contre les travailleurs, et pour le maintien de l'ordre.

### L'ANC TEND LA MAIN AUX PARTIS DE L'APARTHEID

Le futur président, Thabo Mbeki, a reçu les résultats officiels le 7 juin :

*Signalant l'intention de son parti d'associer plus étroitement l'IFP au gouvernement, Mbeki a déclaré que Nelson Mandela lui avait demandé de recevoir les résultats électoraux en compagnie du dirigeant de l'IFP Mangosuthu Buthelezi. (Cape Times, 8 juin)*

*Il a félicité les partis politiques pour leur contribution à la stabilisation de la démocratie. Il a distingué le président de l'IFP Mangosuthu Buthelezi, en l'invitant sur le podium. (Business Day, 8 juin 1999)*

Cela a préfiguré la reconduction de l'alliance gouvernementale nouée depuis 1994 par Mandela avec l'Inkatha (IFP) :

*M. Buthelezi conserve finalement son poste de ministre de l'intérieur. Accompagné des deux autres ministres de l'IFP toujours au gouvernement, le chef zoulou maintient la coalition qu'il formait déjà avec le Congrès national africain (ANC). Très apprécié des milieux d'affaires, Trevor Manuel, ministre des finances, conserve son portefeuille. (Le Monde, 19 juin 1999)*

Deux provinces n'ont pas donné de majorité absolue à l'ANC.

- Le Kwazulu - Natal, où l'Inkatha devance le Congrès. En effet, l'IFP y obtient 34 sièges, l'ANC 32,

En outre, plusieurs autres organisations politiques bourgeoises ont fait campagne :

- Le Parti de la liberté Inkatha (IFP) de Buthelezi, un chef tribal zoulou, ancien dirigeant de la Ligue des jeunes de l'ANC, puis auxiliaire du régime de l'apartheid, avait bénéficié du trucage des élections de 1994 avec 10,4 % des voix. L'ANC lui a préservé une base politique provinciale, et lui a ménagé une place au sommet de l'Etat. L'IFP sauve ainsi sa majorité au Kwazulu Natal, conserve 8,5 % des voix à l'échelle nationale, et 34 députés.

- Le Mouvement démocratique uni (UDM), constitué par des dissidents de l'ANC et du NNP, totalise 4 % des suffrages, loin de ses ambitions d'engranger la déception des Noirs ou des Indiens.

- Le Parti africain chrétien-démocrate (ACDP), quoique faible, consolide sa position, en passant de 0,4 % à 1,4 %.

- Le Front de la liberté (VF/FF) de Constand Viljoen a pour base les nostalgiques de l'apartheid. Il est passé de 2,2 % des voix à 0,8 %.

- Le Mouvement de résistance afrikaner (AEB) du fasciste Eugène Terreblanche est marginalisé avec 0,3 % des voix.

le DP 7, le NNP 3, le Front de la minorité (MF) 1, l'ACDP 1, l'UDM 1. L'ANC a reconduit son alliance locale avec les anciens agents noirs de l'apartheid qui dirigent la province :

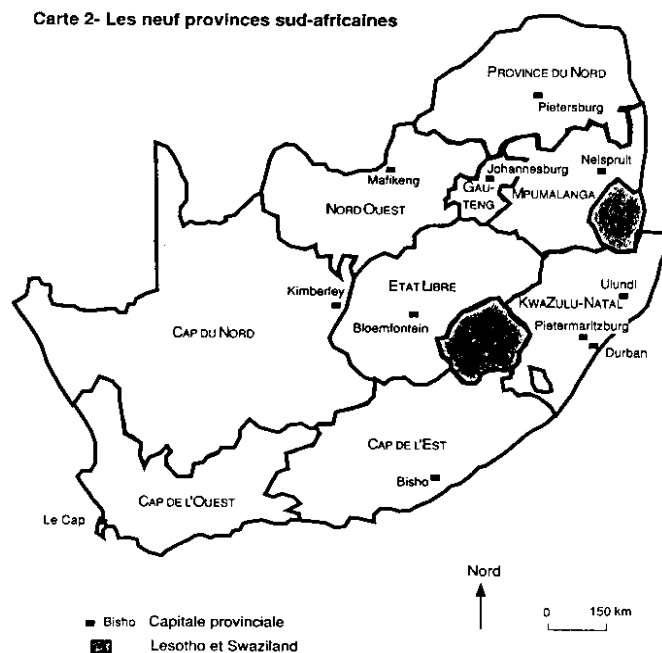
*Comme au niveau national, les deux partis devraient gouverner ensemble mais l'IFP tenait à avoir le dernier mot sur ses terres. (Le Monde, 19 juin)*

- Le Cap de l'Ouest où l'ANC a une majorité relative, insuffisante pour prétendre diriger la province. Car il obtient 18 sièges, le NNP 17, le DP 5, l'UDM 1, l'ACDP 1. Les partis coloniaux ACDP, DP, NNP se sont coalisés pour gouverner, mais l'ANC entendait participer à leurs côtés au gouvernement provincial. Il avait quelque soutien dans l'Eglise et chez le grand patronat :

*Les milieux d'affaires du Cap occidental doivent rencontrer ce matin les trois partis de la coalition gouvernementale prévue, pour les persuader de l'ouvrir au Congrès national africain. (...) L'archevêque anglican Njonginkulu Ndungane a envoyé un message d'Allemagne, avec la proposition de revenir plus tôt que prévu, afin de servir de médiateur. (Business Day, 11 juin 1999)*

Pour finir, l'ANC ne participera pas à ce gouvernement local.

Carte 2- Les neuf provinces sud-africaines



## PAS DE REPRÉSENTATION OUVRIÈRE À L'ASSEMBLÉE

Un résultat essentiel de cette consultation est l'absence de représentation de la classe ouvrière en tant que telle à l'Assemblée nationale, dans un pays où la classe ouvrière est la classe sociale numériquement majoritaire, alors qu'elle a été le fer de lance de la lutte contre l'apartheid. C'est une dramatique illustration de l'approfondissement de la crise mondiale de la direction du prolétariat.

Pourtant, des candidats de trois organisations ouvrières au moins ont participé aux élections législatives :

- le Parti communiste sud-africain (SACP),
- la Ligue d'avant-garde internationale ouvrière (WIVL),
- le Parti socialiste d'Azanie (SOPA).

Le seul véritable parti ouvrier, présent dans tout le pays (plus de 12 000 militants) est le Parti communiste sud-africain (SACP). Il ne concourait pas en tant que tel. Ses candidats figuraient sur les listes de l'ANC. Toute sa ligne est depuis des décennies d'interdire au prolétariat toute expression politique propre, indépendante des autres classes.

Les résultats des petites listes ouvrières ne leur ont pas permis d'avoir des élus :

- La Ligue d'avant-garde internationale ouvrière (WIVL) cantonnée à la province du Cap de l'Ouest, fait moins bien qu'en 1994 (672 voix). Ce groupe, issu de

l'éclatement du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, est le seul à se réclamer du socialisme et de la révolution.

- Le Parti socialiste d'Azanie (SOPA) a obtenu 0,06 % en moyenne nationale. Il ne se présentait que dans trois provinces : l'Etat libre (1 235 voix), le Gauteng (1 990) et le KwaZulu Natal (3 451). Scission lambertiste de l'AZAPO, il est bâti sur la « ligne de la démocratie », c'est-à-dire sur une variante de la théorie stalinienne du SACP, celle de la « révolution par étapes », qui renvoie le socialisme à un avenir lointain.

- En outre, un « Parti du travail » (Labor Party) s'est présenté dans une province, le Gauteng, dont la capitale est Johannesburg (1 096 voix). Son appellation semble désigner une organisation ouvrière.

Les rapports électoraux ne sont qu'un indication déformée, incomplète, des rapports fondamentaux entre les classes, au moment des consultations elles-mêmes. A cet égard, les élections générales de juin 1999 sont l'image de l'impasse présente de la seule classe révolutionnaire d'Afrique du Sud, le prolétariat.

Pourtant, la composante majoritaire du prolétariat sud-africain, les travailleurs noirs, ont manifesté une combativité remarquable durant plus de vingt ans. Ce sont leurs luttes qui ont mis à bas l'apartheid.

## JUSQU'AU MILIEU DES ANNÉES 1990, L'AFRIQUE DU SUD EST RESTÉE UN FOYER RÉVOLUTIONNAIRE

Chaque lutte des classes au sein d'un Etat, tout en ayant son caractère propre, participe d'un processus plus vaste, la lutte de classes mondiale.

La vague révolutionnaire des années 1970 s'est poursuivie longtemps en Afrique du Sud. Au début des années 1990, alors même que, peu à peu, pays après pays, la bourgeoisie reprenait l'initiative, l'Afrique du Sud constituait encore, avec la Palestine, un des deux

foyers révolutionnaires qui se maintenaient malgré les coups portés par l'impérialisme dans le monde.

L'Afrique du Sud était alors une exception. A l'échelle mondiale, la restauration du capitalisme en Russie et en Europe centrale et orientale, ont constitué une défaite historique, facilitée elle-même par les premiers reculs, dès les années 1980, de la classe ouvrière des centres

impérialistes (dont la défaite des mineurs britanniques en 1984).

En URSS, l'Etat ouvrier était issu de la mobilisation des masses, de la Révolution d'Octobre 1917, de la prise du pouvoir par le Parti bolchevik devenu majoritaire dans les soviets. La bureaucratisation de cet Etat avait amené la IV<sup>e</sup> Internationale fondée par Trotsky à le caractériser comme un Etat ouvrier dégénéré.

La restauration du capitalisme par la bureaucratie stalinienne signifie pour le prolétariat russe et pour le prolétariat mondial une très dure défaite historique. La contre-révolution sociale triomphante en URSS rejette loin en arrière le prolétariat mondial.

Dans ce contexte,

- soit l'intense lutte du prolétariat sud-africain débouchait sur la révolution, et elle bouleversait tout un continent, stimulait les luttes des travailleurs noirs américains, donc améliorait les rapports d'ensemble en faveur du prolétariat mondial ;

- soit la classe ouvrière noire finissait elle-même par subir le poids de la situation globale, et l'ordre impérialiste était préservé en Afrique australe, avec toute une série de conséquences désastreuses pour elle et pour la majeure partie de la jeunesse.

La bourgeoisie sud-africaine, mais aussi l'impérialisme mondial, et au premier chef la bourgeoisie américaine, ont combattu pour le second terme de l'alternative, appuyés par Gorbatchev et la bureaucratie restaurationniste.

### DÉSORMAIS, L'AFRIQUE DU SUD S'INSCRIT PLEINEMENT DANS LA PHASE ACTUELLE DE LA LUTTE DES CLASSES MONDIALE

La bourgeoisie dominante américaine et la bourgeoisie subalterne sud-africaine ont pu miser sur l'ANC et le SACP.

*Le 11 février 1990, Mandela, dirigeant de l'ANC a été libéré. La libération de Mandela s'inscrit dans un tournant politique du gouvernement sud-africain (...) La démarche que De Klerk entreprend s'inscrit dans la politique globale que l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin ont définie et appliquée, politique dite de 'règlement des conflits régionaux'. (Combattre pour le Socialisme n°32, mars 1990, p.20)*

L'ANC et le SACP jouèrent un rôle décisif dans le sauvetage de l'Etat sud-africain dans les années 1990-1994, puis dans le recul des luttes ouvrières qui s'ensuivit à partir de 1994.

La libération des prisonniers politiques, la conquête des libertés politiques, dont le droit de vote, l'abrogation des lois de l'apartheid, le droit de grève... sont à mettre au compte de l'action du prolétariat noir et des masses opprimées qu'il a entraînées, de la menace révolutionnaire.

A l'inverse, le maintien de l'Etat bourgeois, basé sur les tribunaux, les prisons, la police, l'armée et les services secrets de l'apartheid, la sauvegarde de la bourgeoisie blanche et de son pouvoir, la montée du chômage, la paupérisation d'une grande partie des Noirs, l'absence de toute perspective pour une grande partie de la jeunesse sont à mettre au compte du gouvernement bourgeois noir, de l'ANC.

Ni la Palestine, ni l'Afrique du Sud ne sont plus, à cette étape, des foyers révolutionnaires. En Afrique du Sud, l'ANC a réussi à contenir et à faire refluer le mouvement des masses, sans qu'il ait subi pour autant de grave défaite.

En 1994, l'ANC, qui a obtenu plus de 60 % des voix, mit en place un gouvernement d'union nationale avec le principal parti de l'apartheid, le Parti national

(aujourd'hui NNP), et son auxiliaire l'Inkatha (IFP). La principale confédération syndicale (COSATU) et le seul parti ouvrier du pays (SACP), qui contrôle cette centrale, ont tous deux partie liée avec le gouvernement ANC. La collaboration de classes est institutionnalisée sous forme de « l'Alliance » entre ANC, d'une part, et COSATU et SACP, d'autre part. Des représentants du SACP et du COSATU sont membres du gouvernement bourgeois.

Le mouvement ouvrier a vu alors une partie de ses dirigeants le quitter pour des postes gouvernementaux, nationaux et provinciaux, et même pour se lancer dans les affaires, pour se transformer en capitalistes.

*L'époque où nationalisation était le slogan de l'ANC et de ses alliés dans les syndicats et le Parti communiste est bien révolue. Et depuis que plusieurs cadres syndicaux et politiques du plus haut niveau, conduits par l'ancien secrétaire de l'ANC Ramaphosa, sont entrés dans le monde des affaires, il est devenu respectable d'être riche. Les syndicats placent désormais les fonds de pensions dans les entreprises noires. (Time, 24 mai 1999)*

Durant le mandat de Mandela, les grèves ont diminué, en lien avec la paralysie politique du prolétariat.

*Le nombre de journées de travail perdues au premier semestre 1997 est tombé, de 400 000 en 1996 à 260 000 cette année (...). Dans la première moitié de 1995, 95 000 journées furent perdues, contre 1,2 million en 1994 et 700 000 en 1993. (Mail & Guardian, 2 juillet 1997)*

La classe ouvrière sud-africaine est dans une impasse politique, comme, globalement, le prolétariat mondial, comme le traduisent l'hégémonie électorale de l'organisation de la bourgeoisie noire et l'absence d'une véritable représentation ouvrière à l'Assemblée.

Les élections générales sud-africaines de juin expriment l'incapacité, pour l'instant, des travailleurs à tracer leur propre voie.

Un parti ouvrier bourgeois est une organisation politique née du combat de la classe ouvrière, mais dont la bourgeoisie s'assure le contrôle d'emblée (Parti travailliste de Grande-Bretagne) ou progressivement (SPD d'Allemagne) par la corruption de son appareil. On ne saurait comparer à cet égard l'ANC avec un parti ouvrier traditionnel de ce type (comme en France le PS et le PCF), même s'ils ont en commun de monnayer leur autorité sur les masses ou une partie d'entre elles auprès de la classe dominante, qui est socialement minoritaire. Un parti ouvrier qui dégénère devient un parti ouvrier bourgeois, mais une organisation nationaliste petite-bourgeoise qui réussit à accéder au pouvoir devient purement et simplement un parti bourgeois.

Le Congrès national africain était né, comme le Parti du congrès indien, sur le terrain du nationalisme bourgeois. C'était un regroupement de notables voulant s'affirmer comme notables, pas de prolétaires voulant s'émanciper de toutes les classes dominantes. Le programme de l'ANC était et a toujours été bourgeois.

Voici comment un dirigeant de l'ANC, défunt depuis, a décrit sa fondation le 8 janvier 1912 :

*Cette première conférence décida que deux assemblées, une 'haute' et une 'basse', devraient être constituées. Sept chefs importants (...) constituaient la chambre haute. Le Comité national exécutif de la chambre basse comprenait (...) quatre ministres du culte, d'hommes de loi, d'un rédacteur en chef, d'un entrepreneur, d'un enseignant et agent immobilier, d'un interprète et agent de la NLA chargée de recruter des mineurs africains. (F. Meli, Une histoire de l'ANC, L'Harmattan, 1988, p.69)*

Le Congrès national africain avait pour but, à l'origine, de quémander à la puissance coloniale, la Grande-Bretagne, une petite place aux côtés des descendants des colons néerlandais (les « Afrikaners ») et britanniques, pour les chefs tribaux, les prêtres indigènes, les petits-bourgeois citadins « de couleur » : commerçants, avocats, médecins, cadres subalternes de l'administration coloniale...

Loin de se tourner vers les masses opprimées, de les mobiliser pour secouer le joug colonial, l'ANC nourrit alors les plus grands espoirs dans la couronne britannique, dans la bonne volonté de l'Etat impérialiste.

*En juillet 1913, J. Dube, en tant que président général de l'ANC, écrit à Lord Gladstone (le gouverneur général de l'Afrique du Sud), lui demandant une entrevue afin de lui expliquer le tort que la loi ferait aux Africains. Mais Lord (sic) Gladstone refusa de les recevoir. Il fut alors décidé que la prochaine étape de la campagne*

*de l'ANC serait d'en appeler au gouvernement britannique...(F. Meli, Une histoire de l'ANC, p.74)*

Le troisième congrès de l'ANC, en 1915, envoya des condoléances à l'occasion du décès de J.W. Sauer, ministre de la Justice et des Affaires indigènes (*Une histoire de l'ANC, p.75*).

A ce même congrès, l'ANC dénonça la grève générale de 1913 qui avait conduit à des affrontements armés entre les ouvriers blancs et la police, à la répression gouvernementale contre les grévistes et contre le Parti travailliste (SALP). Entre travailleurs blancs et bourgeoisie blanche, l'ANC bourgeois choisit son camp. Elle s'adressa au gouvernement de Pretoria pour lui faire allégeance :

*Les Africains se dissociaient complètement des affrontements armés (...) et préféraient demander réparation des torts qui leur étaient faits par des moyens constitutionnels. (Une histoire de l'ANC, p.75).*

Le mouvement ouvrier noir naquit peu après l'ANC, de manière totalement indépendante.

- En 1917, la gauche travailliste (ISL) constitue le premier syndicat de travailleurs noirs.

- En 1919, Clemens Kadalié fonde l'Union des travailleurs de l'industrie et du commerce (ICU), une organisation syndicale combattive de travailleurs « noirs » (métis et africains).

Dans les années 1920, à l'exception du petit Parti communiste (ex-ISL), encore révolutionnaire avant d'être stalinisé, qui est actif dans l'ICU, les organisations des travailleurs blancs ignorent les travailleurs noirs. Cela alimente le nationalisme au sein du syndicalisme des plus exploités et des plus opprimés :

*Dans le mouvement, deux idéologies entrent en rivalité : celle de Garvey ('l'Afrique aux Africains') et celle de Marx. En fait, c'est la première qui l'emporte de loin. (F. Bédarida, Histoire générale du socialisme, Seuil, 1977, t.2, p.538)*

Pendant la Deuxième guerre mondiale, l'ANC s'aligna sur la Grande-Bretagne. En échange, son président général Xuma mendia :

*La meilleure chose à faire pour les Européens qui croient au christianisme, à la démocratie et au respect humain, est de soutenir financièrement et par d'autres moyens les positions des organisations africaines dirigées par des Africains...(F. Meli, Une histoire de l'ANC, p.123)*

Mais tous les espoirs envers l'impérialisme britannique allaient être déçus.

## A PARTIR DE 1960, LE NATIONALISME SE RADICALISE FACE AU RÉGIME RACISTE

Sous l'impact de la vague révolutionnaire qui a commencé à la fin de la Deuxième guerre mondiale, l'ANC a plus tard rêvé de constituer un Etat libéré de la botte coloniale britannique, formellement indépendant, et de donner à cette occasion la place des colons racistes aux petits-bourgeois et rares capitalistes de couleur, dont il était l'émanation.

Or, la colonie sud-africaine s'est bien émancipée de la métropole, mais au détriment de l'aspiration des nationalistes africains à se constituer en classe dominante. L'Afrique du Sud est passée sous le contrôle politique de ses colons, de la minorité d'origine européenne, en fait de la bourgeoisie blanche, minorité de la minorité.

La bourgeoisie locale s'est éloignée du Royaume-Uni en accentuant le caractère raciste inhérent à tout colonialisme. Le Parti national, à base blanche afrikaner, a établi officiellement l'apartheid à partir de 1949, en renforçant un arsenal juridique déjà ignoble. Le régime ouvertement raciste déniait tout droit aux Sud-africains d'origine bantoue, à ceux d'origine asiatique, aux métis. Beaucoup ont été expulsés de leurs logements, car l'habitat devint séparé. Les mariages entre « races » furent interdits. Les syndicats mixtes aussi. L'appareil répressif de l'Etat était omniprésent. Outre l'humiliation quotidienne qu'il infligeait à tous ceux qui n'étaient pas d'origine européenne, la surexploitation des ouvriers et employés de couleur qu'il permettait, l'apartheid écartait des zones urbaines prospères les commerçants et artisans indiens, interdisait le pouvoir politique réel aux diplômés non européens, et bouchait l'espoir pour toute une partie de la petite-bourgeoisie noire de se muer en capitalistes. L'ANC fédéra alors toutes les organisations politiques qui se dressent contre l'apartheid. La Charte de la liberté, document adopté en 1955, débute ainsi :

*Nous peuples de l'Union Sud-Africaine, proclamons afin que nul ne l'ignore dans notre pays comme dans le monde entier:*

*L'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, aux Blancs comme aux Noirs, et aucun gouvernement n'est justifié à prétendre exercer l'autorité s'il ne la tient de la volonté de tous.*

*(...) Seul un Etat démocratique fondé sur la volonté de tous, peut assurer à tous, sans distinction de race, de couleur, de sexe ou de croyance, les droits qui leur reviennent de par leur naissance... (F. Meli, Une histoire de l'ANC, L'Harmattan, 1988, p.277)*

L'ANC inscrivait la collaboration des classes dans son programme, un programme bourgeois.

Mais le gouvernement répondit par l'arrestation de tous les signataires, en 1956, sous l'inculpation de haute trahison.

## LE PARTI COMMUNISTE A EMPRISONNÉ LE PROLÉTARIAT NOIR DANS LES RETS DU NATIONALISME

Le stalinisme a joué un rôle décisif dans l'emprise de l'ANC sur les masses noires, avec sur place le SACP et le soutien matériel de la bureaucratie du Kremlin.

Le parti stalinien était depuis les années 1930 en osmose avec l'ANC. Contradictoirement à une forte tendance à la liquidation dans l'ANC, il ne peut jouer un rôle efficace à son service qu'en occupant une place dans le mouvement ouvrier, en jouant son rôle de parti ouvrier-bourgeois.

L'ANC s'est appuyé à fond sur le SACP qui a ramené en permanence les travailleurs et la jeunesse noires dans son giron. En 1979, une première confédération, la FOSATU, émergea du développement du prolétariat industriel et de son combat de classe. Elle échappait au contrôle de l'ANC.

Mais le parti stalinien joua un rôle décisif dans la prise de contrôle des syndicats, pour les subordonner à l'ANC :

*Depuis la fin des années 70, le mouvement ouvrier joua un rôle décisif dans l'action de l'ANC : la conquête du cœur de la classe*

La mollesse de l'ANC entraîna une scission en 1958, sur le terrain de la surenchère nationaliste, le Congrès panafricain (PAC).

L'intransigeance du régime raciste, l'intensité de la violence coloniale, poussèrent l'ANC et son rival le PAC à proclamer en 1960 la lutte armée, au demeurant limitée et sporadique.

*En quelques années, la répression liquide directions clandestines et militants ; par milliers, les 'combattants' doivent s'exiler sur les frontières nord, impuissantes, coupés de leur classe. La mobilisation est ainsi brisée pour plusieurs années, jusqu'à ce qu'elles reprennent sur des nouvelles bases, à partir des grèves de Durban en 1973. (Combattre pour le Socialisme n°40, décembre 1991, p.27)*

Le PAC et l'ANC étaient contraints à la clandestinité. Les nationalistes recouraient aux attentats. Prudemment, les rares capitalistes noirs d'Afrique du Sud prirent prudemment leurs distances. Sans base sociale capitaliste, affrontant durement l'Etat colonial, le PAC et l'ANC pouvaient, malgré leur programme bourgeois, être qualifiés alors d'organisations petites-bourgeoises.

Le PAC et l'ANC étaient affaiblis en Afrique du Sud elle-même. Sur place, un nouveau mouvement nationaliste apparut dans la nouvelle phase de luttes des années 1970, à partir de la radicalisation de jeunesses chrétiennes : le Mouvement de la conscience noire (BCM). Le gouvernement NP réprima durement le mouvement de la jeunesse et assassina Steve Biko, le principal dirigeant du BCM.

Plus tard, l'ANC a réussi à en capter la plus grande partie. Lui ont résisté les militants qui ont constitué une organisation nationaliste petite-bourgeoise plus radicale, l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO).

L'ANC l'a emporté sur le PAC, a absorbé en grande partie le BCM, car il a bénéficié durant trente ans d'une plus grande complaisance des Etats africains néo-coloniaux, grâce à l'appui de la bureaucratie du Kremlin, et à l'intérieur de l'Afrique du Sud d'un relais bien organisé, le Parti « communiste ».

*ouvrière avait été, pour le parti de M. Nelson Mandela, une priorité absolue. (...) La construction de la COSATU s'est faite de manière très ferme et sans pitié pour les opposants ou même les partenaires des autres syndicats. (Le Monde Diplomatique, février 1996)*

Malgré ses violences et ses trahisons, faute de parti ouvrier révolutionnaire, le SACP avait capté une partie de la radicalisation des années 1980. Au début des années 1990, il grossit jusqu'à 50 000 membres.

En s'appuyant sur cette base, le SACP a permis à l'ANC de jouer depuis 1994 la carte du front populaire contre les menaces de révolution prolétarienne. Une publication du gouvernement français le décrit à sa façon :

*Le pouvoir en place repose sur une alliance tripartite ANC, Parti communiste sud-africain (SACP) et mouvement syndical (COSATU). Ces partenaires, unis dans l'ANC, sont aujourd'hui de plus en plus souvent en contradiction sur les*

*politiques à mettre en œuvre, notamment économiques. Si cette alliance se fissure, le paysage sud-africain changera du tout au tout et perdra beaucoup en stabilité.*(La Nouvelle Afrique du Sud, La Documentation française, 1998, p.4)

En effet, la trahison par les fronts populaires, les unités populaires, les unions de la gauche, n'est pas une question réservée aux pays impérialistes. Que l'on songe à un pays dominé comme l'Indonésie en 1965 ou comme le Chili en 1971 (voir S. Just, *Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui*, Stock, 1978). Les partis ouvriers traditionnels ont recours, lorsque la crise politique n'est plus contenue, à des « fronts populaires » ou à des « fronts nationaux » dans les pays semi-coloniaux.

Reconnaissant l'importance, pour la défense du régime capitaliste, du Parti communiste sud-africain, Mandela et Mbeki se rendirent tour à tour à son dernier congrès en juillet 1998. A la tribune du congrès, le président de l'Afrique du Sud et son dauphin ont exigé le soutien complet à la politique de l'ANC, au gouvernement ANC - IFP :

*Le président Mandela a lancé hier une attaque féroce contre les alliés de l'ANC, le SACP et la COSATU, pour leur critique de la stratégie macro-économique du gouvernement (GEAR). A la tribune du congrès du SACP (...) il a déclaré : 'Le GEAR, comme je l'ai déjà dit, est la politique fondamentale de l'ANC. Nous n'allons pas le changer sous votre pression. Si vous ne l'acceptez pas, rompez et criez comme les partis d'opposition. Préparez-vous alors à toutes les implications de cette ligne.'* (Business Day, 2 juillet 1998)

*Le vice-président Thabo Mbeki a lancé hier une attaque encore plus violente contre le SACP que celle du président Nelson Mandela.* (Business Day, 3 juillet 1998)

Evidemment, pour le parti ouvrier bourgeois, pas question de défier l'ANC, de rompre avec le gouvernement, de s'engager dans la voie du

gouvernement ouvrier, du socialisme. Le SACP a donc capitulé.

En témoigne sa déclaration électorale. Le SACP se situe entièrement sur le terrain de la collaboration des classes (« tout le monde », « notre économie »), et accepte l'essentiel de la politique gouvernementale :

*Tout le monde s'accorde à considérer que la crise économique est sérieuse, et que notre propre économie, affaiblie par des décennies de gestion minoritaire, est vulnérable. Nous sommes tous d'accord, donc, pour accepter la discipline budgétaire.* (« Every socialist, every worker vote ANC ! », Umbebenzi, mars 1999).

Evidemment, le SACP a joué son rôle contre-révolutionnaire dans les élections du 2 juin, en refusant de présenter des candidats sous son nom, en soutenant les listes de l'ANC.

Deux groupes qui se situent à la gauche du SACP appartiennent aussi à l'ANC depuis longtemps : les shachtmanistes de Keep Left et les pablistes de Congress Militant. Ils osaient se réclamer de Lénine et de Trotsky tout en adhérant à une organisation nationaliste petite-bourgeoise, ce qui était pour le moins abusif. Car, en 1935, Trotsky tirait ainsi pour l'Afrique du Sud les leçons de combat de Lénine en Russie :

*Le parti bolchevik défendait le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes par les méthodes de la lutte des classes prolétarienne, rejetant nettement les blocs 'anti-impérialistes' charlatanesques avec les nombreux partis 'nationaux' petits-bourgeois de la Russie tsariste. Le bolchevisme démasque toujours impitoyablement ces partis.* (L. Trotsky, *Œuvres*, EDI, 1979, t.5, p.246).

Aujourd'hui, ces révisionnistes sont toujours dans ce qui est devenu un parti de gouvernement. Ils ont évidemment appelé à voter pour l'ANC. A leur mesure, ils contribuent à aider le SACP à empêcher la construction d'un Parti ouvrier révolutionnaire en Afrique du Sud.

## DANS LA PÉRIODE ACTUELLE, LE NATIONALISME PETIT-BOURGEOIS PERD DE SON AUTONOMIE

Dans la période précédente, malgré de graves défaites (dont la plus grave au Chili en 1973), la force du prolétariat mondial avait dans l'ensemble conduit au maintien ou au renforcement de son poids dans les pays capitalistes dominants, mais aussi à la préservation des Etats ouvriers, et à la radicalisation des courants nationalistes petits-bourgeois. Il est incontestable qu'au cours des années 1950, 1960 et 1970, la bourgeoisie et la petite-bourgeoise des pays économiquement arriérés ont joué un rôle beaucoup plus considérable que l'histoire semblait leur réserver.

Dans la période actuelle, le processus de liquidation des Etats ouvriers par leurs bureaucraties et le recul de la classe ouvrière à l'échelle mondiale, ont permis d'inclure dans les dispositifs de l'impérialisme les organisations nationalistes bourgeoises et petites-bourgeoises qui leur échappaient plus ou moins.

Le changement des rapports des forces sociales fondamentales, prolétariat mondial et bourgeoisie impérialiste, en faveur de cette dernière, attire plus que

jamais les bourgeoisies nationales sans Etat dans l'orbite impérialiste. Par conséquent, la plupart des courants nationalistes au sein des peuples opprimés abandonnent en fait les tâches mêmes qu'ils s'assignaient, aussi bornées fussent-elles. L'évolution, sous des formes diverses mais convergentes, du FSLN, de l'IRA, de l'ETA, de l'OLP, le montre. L'exemple du FLNKS de Nouvelle-Calédonie maintenu sous la botte coloniale française le prouve aussi.

Les expressions politiques des bourgeoisies rabougries et des petits-bourgeois des nationalités opprimées jouent au mieux une carte impérialiste contre une autre, et tendent à capituler devant les bourgeoisies dominantes, voire devant la bourgeoisie qui persécute directement leur peuple. Pour nombre d'organisations nationalistes, les phrases « socialistes » de leurs discours des années 1960 et 1970 font place, dans cette période, à l'ethnicité revendiquée et même au cléricanisme.

Quand des organisations nationalistes petites-bourgeoises accèdent au pouvoir, elles défendent l'Etat bourgeois, restent directement subordonnées à l'impérialisme, et deviennent de véritables partis bourgeois. Elles gagnent la confiance de la bourgeoisie autochtone, ou quand elle n'existait pas, édifient à partir de l'Etat, d'en haut, une bourgeoisie plus ou moins compradore, comme l'a fait le FLN algérien.

La bourgeoisie sud-africaine, qui avait majoritairement misé sur l'apartheid, a su muer l'ancienne organisation de guérilla liée à la bureaucratie du Kremlin en un parti de gouvernement tout dévoué à ses intérêts.

*J'ai observé les dirigeants de l'ANC, à commencer par Joe Slovo, se reconvertir jusqu'à devenir plus proches de Tony Blair que de*

*Staline (...) Jeff Radebe, un communiste, a été chargé de la privatisation des entreprises publiques. Une autre communiste, Geraldine Fraser-Moleketi, est confrontée aux syndicats. Un troisième, Alec Erwin, est en train d'abolir les barrières douanières, et d'ouvrir les marchés. Un quatrième, Gill Marcus, aide Tito Mboweni à défendre le cœur de la société capitaliste à la banque centrale. (...) Nous avons eu une chance surprenante. Si l'empire soviétique ne s'était pas effondré au bon moment, notre marche à l'affrontement violent des années 1980 aurait bien pu se poursuivre. (Business Day, 17 septembre 1999)*

### EN 1990, LES NATIONALISTES DE L'ANC ONT PRÉFÉRÉ LE COMPROMIS AVEC LES PARTIS DE L'APARTHEID À LA MOBILISATION RÉVOLUTIONNAIRE DES MASSES

L'ANC n'a pas été porté au pouvoir sur la base d'une guerre, d'une insurrection, mais sous pression de l'impérialisme et par décision de la majorité de la bourgeoisie blanche sud-africaine.

*L'emprisonnement durant 27 ans de M. Mandela lui donnait l'autorité morale pour faire prendre en compte aux Sud-Africains noirs son appel à négocier avec leurs anciens oppresseurs. (The Economist, 29 mai 1999)*

Encore que, pour imposer les négociations, Mandela a joué au départ à l'insu de son organisation. Après un premier entretien avec le ministre de la justice Kobie Coetsee durant un séjour à l'hôpital en novembre 1985, Mandela est séparé de ses camarades de l'ANC :

*Je me suis dit immédiatement : 'Bien, ce serait une bonne occasion de commencer des négociations avec le gouvernement et de le faire secrètement'. Si vous êtes membre d'une organisation et que vos camarades disent : 'Ne fais pas cela', quelles que soient vos vues, vous*

*devez l'accepter, et c'est ce que je redoutais. Je voulais les placer devant un fait accompli. (document télévisé La mort de l'apartheid, BBC, 1995)*

*Nelson Mandela savait que le sentiment populaire, dans un camp comme dans l'autre, rendrait la chose difficile : 'Je savais que les nôtres s'y opposeraient, comme le feraient les partisans du gouvernement, m'a-t-il déclaré, il me faudrait adopter une stratégie qui me permettrait de placer les gens devant un fait accompli'. (A. Sparks, Demain est un autre pays, Ifrane, 1995, p.43)*

L'ANC, expression politique des couches sociales « noires » relativement privilégiées, s'est pliée aux exigences de la bourgeoisie blanche et de l'impérialisme, plutôt que de courir le risque de déclencher une révolution prolétarienne, qui aurait pris un caractère socialiste, qui aurait exproprié le capital.

### EN 1994, L'ANC A FORMÉ UN GOUVERNEMENT NOIR AU SERVICE DU CAPITAL BLANC

A partir de 1990, où il met fin à la lutte armée, et surtout de 1994, où il passe au gouvernement, l'ANC n'occupe plus la même place dans la lutte des classes. De 1990 à 1994, il a négocié avec le régime raciste. Depuis 1994, il protège la bourgeoisie blanche contre les masses noires déshéritées.

Bref, l'ANC ne peut plus être considéré aujourd'hui comme une organisation nationaliste petite-bourgeoise. Car en 1994, l'ANC, mutant en parti bourgeois officiel, devenant l'axe du gouvernement d'Union nationale, puis l'axe du gouvernement de Front populaire (après le départ du NP en 1996), n'a pas trahi la confiance de la bourgeoisie autochtone et internationale.

En échange de la prise en charge des intérêts du capital sud-africain, plusieurs centaines de cadres de l'ANC sont entrés dans la classe capitaliste (comme actionnaires et dirigeants de groupes privés, comme hauts fonctionnaires), et quelques dizaines de milliers de membres ont accédé au statut de petit-bourgeois (cadres d'entreprises et de l'administration, police, armée).

Les dépossédés ont une expression pour ce repartage du gâteau entre les sommets blancs de la société sud-africains et une étroite minorité des leurs : le « gravity train », la bonne planque.

L'ANC jouissait d'une énorme sympathie chez les opprimés d'Afrique du Sud, d'autant que le SACP y participait et bouchait toute perspective indépendante à la classe ouvrière, subordonnait celle-ci à la petite-bourgeoisie et à la bourgeoisie nationales. Il a utilisé ce prestige au compte de l'Etat bourgeois et du capitalisme sud-africain.

Depuis 1994, le gouvernement de coalition entre le parti de l'apartheid (NP) et l'ANC, puis le gouvernement de l'Alliance flanquée de l'IFP, ont respecté la dette publique du régime de l'apartheid.

Le gouvernement Mandela a prolongé le règne de chefs tribaux. Il a amnistié les bourreaux de l'apartheid l'opération. Il a maintenu intact l'appareil d'Etat, avec en son centre l'armée et la police.

Dans le plan bourgeois de reconstruction, les plans d'équipement collectif et individuel promis en 1994 qui devaient bénéficier aux cités dortoirs de type tiers



monde (« townships ») et aux travailleurs les plus pauvres (construction de logements, installation de l'électricité et de l'eau potable, éducation pour tous, soins pour tous) sont de fait abandonnés, car il n'est pas question d'y consacrer trop d'argent.

En adoptant le programme GEAR en 1996, le gouvernement Mandela a commencé à privatiser les entreprises publiques, il a réduit la fiscalité sur les profits, il a comprimé les dépenses sociales, il a libéré les mouvements de capitaux...

*Nelson Mandela a abandonné le vieux programme socialisant de l'ANC. Le nouveau gouvernement de coalition a donné au contraire des gages de rigueur : ouverture économique, libre circulation des capitaux, diminution des déficits budgétaires. (Alternatives Economiques, juin 1999)*

*L'Afrique du Sud s'est clairement engagée dans la voie du libéralisme. (Jeune Afrique, 22 juin 1999)*

Le gouvernement ANC a encouragé les blocages des salaires, dénoncé souvent les grèves, et les a parfois réprimées...

Le ministre IFP Buthelezi et le gouvernement Mandela ont persécuté les immigrés en provenance des pays voisins.

Le gouvernement ANC n'a pas enrayer le chômage ni diminué les inégalités.

*...les échecs socio-économiques du nouveau régime, au premier rang desquels l'incapacité du gouvernement à réduire les inégalités entre Noirs et Blancs. Le chômage touche 28,7 % de la*

*population noire, contre 3,7 % de la population blanche. (Alternatives Economiques, juin 1999)*

De même, la réforme agraire est restée lettre morte, car elle reposait sur le rachat de terres aux descendants des colons blancs qui voudraient vendre, et non sur l'expropriation des grandes propriétés foncières. L'argent manque, évidemment, pour le rachat.

La bourgeoisie et la petite-bourgeoise noires sont incapables de s'en prendre aux impérialismes américain et britannique, elles sont incapables d'affronter la bourgeoisie blanche héritière du colonialisme, qui a misé des décennies sur l'apartheid racial. Et du coup, l'ANC est incapable de vaincre le chômage, la misère, l'oppression des femmes, l'analphabétisme, l'épidémie du Sida.

La menace de la révolution prolétarienne a arraché les libertés démocratiques élémentaires, et aboli l'ignominie des règles de l'apartheid. Mais la division en classes est restée intacte, et elle recoupe largement les races. Seule une minorité des opprimés a amélioré son sort, et en particulier les dirigeants corrompus de l'ANC, du SACP, du COSATU qui ont accédé à la bourgeoisie, pendant que la misère s'accroissait pour le plus grand nombre des Noirs :

*La prise du pouvoir par les Noirs n'a fait le bonheur que de quelques « happy few ». Vêtements haute couture, voitures élégantes et luxueuses résidences : force est d'admettre que le mode vie d'un certain nombre de syndicalistes et de militants politiques a changé du tout au tout depuis cinq ans. (Jeune Afrique, 22 juin 1999)*

## LE NOUVEAU GOUVERNEMENT AU COMPTE DE LA BOURGEOISIE

Mbeki a constitué un gouvernement noir (16 Zoulous, 10 Xhosas, 6 autres Africains, 4 Indiens, 4 Métis et 4 blancs) qui repose sur le maintien de l'Alliance et qui entend poursuivre l'œuvre des deux gouvernements Mandela. Il l'a annoncé clairement en présentant son équipe :

*Dans son discours sur l'état de la nation au parlement, Thabo Mbeki s'est également engagé à suivre les grandes lignes macroéconomiques libérales lancées sous le gouvernement précédent de Nelson Mandela, avec le programme de croissance, emploi et redistribution GEAR. (Les Echos, 28 juin 1999)*  
*Rien n'obligera le nouveau président à dévier de sa ligne économique libérale. (Le Monde, 29 juin 1999)*

Par « ligne économique libérale », il faut entendre la défense acharnée des intérêts des capitalistes au prix de la mise en cause de tous les acquis des travailleurs arrachés dans la période précédente.

En fait, tous les gouvernements poursuivent aujourd'hui de telles politiques. Seuls des gouvernements ouvriers pourraient en avoir une autre. Tout gouvernement qui

respecte le capitalisme, tout gouvernement bourgeois, même s'il inclut des partis ouvriers traditionnels (comme le PS et le PCF) ou d'anciens mouvements de guérilla (comme l'ANC) y est obligé. Tous opèrent sous la menace permanente de la crise économique (menace récurrente depuis 1973) et sous la contrainte de la concurrence des capitalismes étrangers. Tous veulent augmenter le taux d'exploitation du prolétariat, pour tenter de redresser le taux de profit et pour essayer de préserver les positions de leur propre bourgeoisie dans la compétition mondiale.

Ces politiques réactionnaires sont grandement facilitées par le retentissement mondial du rétablissement du capitalisme en Russie, un pays où le capital avait été exproprié dès 1917, le seul pays où la classe ouvrière avait pris le pouvoir (même si elle ne l'exerçait plus depuis longtemps). Tous les gouvernements bourgeois s'appuient sur le caractère dégénéré et corrompu des directions actuelles de la classe ouvrière, les partis ouvriers bourgeois (qu'ils soient travaillistes, sociaux-démocrates ou anciennement staliniens) et les bureaucraties qui contrôlent les organisations syndicales.

## DE L'UNITÉ NATIONALE AU MILITARISME

Comme tout gouvernement bourgeois, le gouvernement de l'Alliance flanquée de l'IFP (Inkatha), prétend gouverner au nom de tous, pour camoufler que l'Etat

n'est pas neutre et que le gouvernement qui est à sa tête prend part à la lutte de la minorité privilégiée et

exploiteuse, la classe capitaliste, contre la grande masse de la population, contre les exploités et les opprimés.

En particulier, la rengaine de tous les nationalistes, une fois qu'ils sont au pouvoir, est d'exiger de la classe ouvrière de cesser toute lutte et de se sacrifier sur l'autel de l'unité de la nation. Par contre, les nationalistes laissent à la classe capitaliste les mains libres et leur prodigent l'aide du nouveau pouvoir.

Ainsi, Mandela, lors de la cérémonie de passation de pouvoir le 16 juin, a même félicité les partis de l'apartheid :

*Tous, sans exception, nous avons fait quelque chose pour le changement. (L'Humanité, 17 juin 1999)*

*Le peuple a parlé et élu son président. Maintenant le pays doit s'unir. (Le Monde, 18 juin 1999)*

Deux jours avant, lors de son investiture par le nouveau parlement, le nouveau président avait discoursé dans la même veine.

*Thabo Mbeki a appelé de ses vœux l'union sacrée de la nation sud-africaine. (Libération, 15 juin 1999)*

Mais pour défendre les intérêts de la bourgeoisie sud-africaine, il faut plus que des discours.

Le véritable cœur de l'Etat bourgeois est constitué de bandes armées, l'armée et la police. L'ANC renforce l'armée et la police héritées de l'apartheid comme barrage contre toute menace révolutionnaire interne et pour maintenir la botte sud-africaine sur la région.

Dès son intronisation, Mbeki a annoncé la création d'une unité « d'élite » de la police, les « Scorpions ».

*Bien que la législation pour établir sa légitimité n'ait pas encore été débattue par le Parlement, l'unité est déjà en place. (Business Day, 20 septembre 1999)*

La police n'a pas changé, malgré l'abolition de l'apartheid. En témoigne son attaque, cet été, contre les grévistes d'une entreprise de la métallurgie de Middelburg (province de Mpumalanga) :

*La grève de deux semaines à la Columbus Stainless Steel a pris un tour violent hier. Deux grévistes ont été admis à l'hôpital et au moins 150 ont été arrêtés après l'utilisation par la*

*police de balles en caoutchouc pour disperser les grévistes. (Business Day, 20 juillet 1999)*

L'armée sud-africaine (SANDF) n'a pas changé non plus. Elle a une longue tradition d'intervention militaire en Afrique. Elle est intervenue en septembre 1998, pour la première fois depuis l'accession au pouvoir de l'ANC, au Lesotho, dans la zone d'influence traditionnelle de l'Afrique du Sud.

Ce n'est qu'un premier pas. Le gouvernement ANC et l'armée ont aussi des plans pour intervenir au Congo :

*L'Afrique du Sud pourrait envoyer un contingent de 2 000 soldats au sein d'un corps africain de maintien de la paix en République démocratique du Congo. (...) De source officielle, un contingent de 4 000 a été envisagé, mais les besoins de sécurité interne et la consolidation de la démocratisation au Lesotho ont conduit à diminuer l'échelle des forces disponibles pour le Congo. (Business Day, 7 juillet 1999)*

Les « besoins de sécurité interne » témoignent du rôle contre-révolutionnaire assigné à l'armée contre le prolétariat noir d'Afrique du Sud.

En avril 1999, l'armée a conduit des manœuvres sous le nom d'opération Grue Bleue avec plusieurs autres Etats africains.

*L'Afrique du Sud réaffirme sa stature de superpuissance régionale et se prépare, bon gré mal gré, à son rôle de gendarme du continent africain. (Le Monde, 25 avril 1999)*

Mbeki entend bien poursuivre dans cette voie, qu'il baptise « renaissance africaine » :

*Dans son premier discours sur l'état de la nation, devant les deux chambres réunies au Cap, M. Mbeki a promis un rôle actif pour l'Afrique du Sud sur le continent. (AFP, 25 juin 1999)*

Le ministre de la défense, Mosiuoa Lekota, précise : *Sans un potentiel de défense adéquat, l'Afrique du Sud ne serait pas capable de remplir son rôle de maintien de la paix en Afrique australe. Le rôle que l'Afrique du Sud jouera en procurant la stabilité de la région est crucial si nous voulons obtenir une croissance économique soutenue dans la région. (Business Day, 17 septembre 1999)*

## COLLABORATION DU GOUVERNEMENT ANC AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Un gouvernement défend les mêmes intérêts sociaux à l'extérieur et à l'intérieur du pays. Pour cette raison, l'Afrique du Sud est considérée comme un bon élève par les institutions financières internationales :

*Le nouveau pouvoir, dont le principal message, depuis l'accession au pouvoir de Thabo Mbeki en juin, est la détermination à ne pas dévier d'une rigueur budgétaire, d'un programme de privatisations et d'une ligne macroéconomique de prudence qui valent à l'Afrique du Sud les louanges du Fonds monétaire international. (Le Monde, 24 août 1999)*

A tel point que le FMI et la Banque mondiale préparent un « projet pilote » avec le gouverneur de la banque centrale Marcus (membre du SACP) et le gouvernement Mbeki :

*A l'issue des crises des marchés émergents de l'année dernière, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale élaborent un système de stabilité financière pour l'Afrique du Sud et quatre autres pays à travers un projet pilote. Gill Marcus, le gouverneur de la banque centrale sud-africaine (South Africa reserve bank) a déclaré que l'Afrique du Sud était candidate au projet. Jose Fajgenbaum, qui conduisait l'équipe du FMI qui vient de visiter le pays, a dit que l'évaluation convaincrait les investisseurs étrangers que la surveillance et la stabilité des marchés financiers étaient du meilleur niveau mondial. (Business Day, 10 septembre 1999)*

## POURSUITE DES PRIVATISATIONS

Les émissaires du capital financier international prodiguent leurs encouragements au gouvernement de l'Alliance ANC - COSATU - SACP :

*Bien qu'à son avis les entreprises publiques ne saignent pas le budget comme dans tant d'autres pays, Fajgenbaum a affirmé qu'elles contribuent à restreindre la croissance, car sa productivité et son efficacité sont bien moindres que dans le secteur privé. L'Afrique du Sud a besoin de plus de flexibilité du marché du travail, d'une meilleure formation, d'une réforme foncière axée sur le marché pour résoudre le chômage rural, a-t-il précisé. (Business Day, 10 septembre)*

La politique « libérale » du gouvernement Mbeki implique la poursuite des privatisations :

*Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Alec Erwin, avait indiqué fin juin, après la cession de 20% de South African Airways à Swissair, que ports et chemins de fer seraient les prochaines priorités du programme de privatisations partielles. (AFP, 8 juillet 1999)*

Le ministre Erwin, reconduit dans ses fonctions par Mbeki, est un des chouchous des journaux financiers sud-africains (*Business Day, Business Report*). Il vient

du Parti communiste sud-africain (SACP). Les privatisations « partielles », les travailleurs français savent ce que cela veut dire. Pour préparer les privatisations, les recettes sont les mêmes partout :

*Le plus grand opérateur public ferroviaire, Spoornet, envisage plusieurs milliers de suppressions d'emploi, jusqu'à 27 000 selon les syndicats. (...) La compagnie compte environ 45 000 employés, contre 60 000 il y a trois ans. (AFP, 8 juillet 1999)*

Le Parti communiste sud-africain est complice des privatisations d'entreprises publiques en participant au gouvernement de l'Alliance, comme le PCF et le PS sont complices des privatisations du gouvernement Jospin - Gayssot - Chevènement - Zuccarelli - Voynet en France. Qui plus est, le SACP cautionne désormais la privatisation de services publics :

*Le Parti communiste s'est résigné cette fin de semaine à accepter les accords public-privé pour améliorer les services publics à l'échelon des gouvernements provinciaux (...) Le secrétaire général du SACP, Blade Nzimande, a déclaré que le parti doit chercher à influencer le partenariat entre les gouvernements et le secteur privé. (Business Day, 6 septembre 1999)*

## L'AUSTÉRITÉ GOUVERNEMENTALE CONTRE LA MASSE DE LA POPULATION ET CONTRE LES FONCTIONNAIRES

L'économie sud-africaine souffre d'une véritable stagnation, car la croissance sur les douze derniers mois a été de 0%. Elle a souffert depuis un trimestre de la baisse du prix de l'or, une de ses principales exportations. Le mois d'août a connu d'ailleurs le premier déficit de la balance commerciale de l'année.

Les licenciements se multiplient.

Cependant, l'Etat sud-africain vient d'annoncer un nouveau train de dépenses militaires, dont une commande de trois sous-marins à un consortium allemand.

Par contre, les travailleurs des administrations doivent subir les conséquences de l'austérité budgétaire : diminution progressive des effectifs et blocage immédiat du pouvoir d'achat.

*Le quotidien de Johannesburg 'The Star' a salué 'le courage' et 'l'audace' du gouvernement Mbeki, 'le premier à oser exécuter le dégraissage prévu de la fonction publique' et à vouloir 'asseoir les entreprises publiques sur une base de rentabilité'. (...) L'alliance ANC - COSATU - Parti communiste risque de tanguer. (AFP, 9 juillet 1999)*

*Le gouvernement a indiqué qu'il entendait diminuer spectaculairement les dépenses publiques, en particulier dans des secteurs comme l'éducation, où plus de 90% des budgets partent en salaires. (Mail & Guardian, 30 juillet 1999)*

*La ministre de la fonction publique Geraldine Fraser-Moleketi a pour mandat impératif de contenir les coûts de personnel et même de les réduire en pourcentage des dépenses budgétaires. (...) En plus, le processus doit stabiliser le marché du travail en limitant les augmentations de salaires non seulement dans le service public, mais aussi, par répercussion, dans le secteur privé. (Business Day, 22 septembre 1999)*

A cette occasion, pour la première fois, le gouvernement ANC a vu se dresser contre lui un mouvement massif de travailleurs salariés.

## POUR LA PREMIÈRE FOIS, CET ÉTÉ, LE GOUVERNEMENT ANC A FAIT FACE À UNE GRANDE VAGUE DE GRÈVES

Les négociations ouvertes en 1990, et surtout l'accession au pouvoir de l'ANC en 1994 avaient permis à la bourgeoisie sud-africaine, qui reste majoritairement blanche malgré l'intégration d'une

mince couche noire issue des sommets de l'ANC et du SACP, d'éteindre, au moins temporairement, un des rares foyers révolutionnaires des années 1980.

Ces derniers mois, les ouvriers et les employés tentent de contrer les licenciements massifs et de résister à l'offensive du gouvernement bourgeois, dont le président Mbeki n'a pas le même prestige que Mandela. Les statistiques sur les grèves en témoignent :

*Les grèves de l'année atteignent leur plus haut niveau depuis 1994, largement à cause des arrêts de travail dans la fonction publique.*

*(Business Day, 30 septembre 1999)*

Des mouvements de grève ont touché, depuis les élections, des mines d'or, la poste, les télécommunications, des entreprises de la métallurgie ou des chantiers routiers. La direction du COSATU a éparpillé le mécontentement ouvrier en de multiples mouvements tournants et « journées d'action » dispersées et éclatées.

Le mois d'août est traditionnellement le moment des négociations salariales. La fonction publique était aussi concernée.

Initialement, les organisations syndicales de fonctionnaires, trois affiliées au Congrès des syndicats sud-africains (COSATU : 1,7 million d'adhérents, surtout noirs) et neuf affiliées à la Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (FEDUSA : 0,5 million, principalement blancs) réclamaient 10% de hausse de salaire.

Lors des négociations avec le gouvernement Mbeki, les douze syndicats concernés des deux confédérations ont abaissé la revendication à 7,3% d'augmentation, alors que l'inflation avait été de 7,9% sur les douze derniers mois. Une telle concession, qui avalisait la perte du pouvoir d'achat de la période précédente, préfigurait la capitulation ultérieure des directions syndicales.

Malgré la modération de ses interlocuteurs, le gouvernement, représenté par Fraser-Moleketi, ministre de la fonction publique et membre du Comité central du Parti communiste (SACP), a mis fin aux négociations et a limité la hausse des traitements à 6,3%.

Les douze organisations de fonctionnaires ont alors appelé à une journée d'action le 24 août dont le but assigné était non pas la satisfaction des revendications, mais d'obtenir... une rencontre avec Mbeki. Comme si Fraser-Moleketi n'exprimait pas le point de vue de Mbeki et du gouvernement ANC.

Le gouvernement, dont l'intransigeance s'appuie sur le récent succès électoral, ratifiait d'ailleurs le 11 août l'augmentation de 6,3%.

Le 24 août, un million de fonctionnaires faisaient grève, 600 000 manifestaient dans tout le pays. Le plus large mouvement de travailleurs depuis la fin de l'apartheid s'opposait de front à la politique du gouvernement bourgeois de l'Alliance dont l'axe est l'ANC, parti bourgeois.

## L'ALLIANCE DU SACP ET DE LA DIRECTION DU COSATU AVEC L'ANC PARALYSE LE PROLÉTARIAT

Mais comme la direction syndicale de la plus puissante confédération, le COSATU, qui regroupe la masse des travailleurs noirs, les plus combatifs et les plus aguerris, emprisonne le syndicat dans l'Alliance, dans la coalition avec l'ANC, elle paralyse la puissance du prolétariat.

Le 20 août, la bureaucratie syndicale, structurée par l'ancien parti stalinien, le SACP, avait annoncé à l'avance, lors d'un congrès extraordinaire du COSATU, qu'elle capitulerait devant le gouvernement Mbeki. Sous le titre « Le besoin du maximum d'unité au sein de l'Alliance », elle réaffirmait l'orientation suivante :

*Il y a une alliance stratégique révolutionnaire de l'ANC, du SACP, du COSATU. Durant la phase de reconstruction et de développement, l'alliance est dirigée par l'ANC.*

Les mots ronflants « stratégie révolutionnaire » ne sont que le camouflage de « l'Alliance », ce barrage contre le mouvement des masses, cette stratégie contre-révolutionnaire de protection du capitalisme.

En réalité, ce qui compte vraiment dans la résolution des bureaucrates syndicaux est que le COSATU doit rester dans l'Alliance avec ce qui est devenu le principal parti bourgeois du pays, tout dévoué au capitalisme sud-africain. Il est même précisé que ce dernier doit diriger ce bloc. Si l'ANC dirige en fait le COSATU, le syndicat est subordonné à l'ANC. Mais alors, le syndicat est forcément impuissant face aux attaques du gouvernement ANC.

La direction syndicale peut bien protester en paroles contre la politique capitaliste de l'ANC, mais elle doit s'incliner en pratique devant le gouvernement dirigé par l'ANC. Il est vrai que le gouvernement Mbeki comporte lui-même quelques fauteuils ministériels, et toutes sortes d'avantages financiers et matériels, pour une poignée de bureaucrates du Parti « communiste » (neuf

membres du nouveau gouvernement) et des sommets du COSATU (six membres).

Mbeki refuse de recevoir les organisations syndicales le 24 août.

Les chefs syndicaux se rabattent alors sur son adjointe.

Le 6 septembre, le COSATU réclame la réouverture des négociations au ministre de la fonction publique.

Fraser-Moleketi répond immédiatement qu'il n'en est pas question.

La direction du COSATU gémit donc :

*Le fossé entre le gouvernement et les syndicats de fonctionnaires s'élargit depuis que le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) a déclaré hier que le refus du gouvernement de reprendre les négociations salariales constituait une déclaration de guerre contre le mouvement ouvrier. (Business Day, 10 septembre 1999)*

Plus question des revendications... La déclaration de guerre du gouvernement ANC est dans sa volonté clairement affichée d'infliger une défaite à un secteur significatif de la classe ouvrière. Or les bureaucrates, face à cette déclaration de guerre, supplient l'ennemi de classe, lui proposent une conciliation, au lieu de défendre les intérêts des fonctionnaires, de faire plier le gouvernement par la contre-offensive des millions de travailleurs à qui il s'en prend.

Pour gagner sur les revendications, il faut affronter le gouvernement qui déclare la guerre. La force du prolétariat s'exprime par la grève générale de tous les travailleurs, ceux de la fonction publique, ceux des entreprises publiques, ceux des entreprises privées.

Mais les chefs officiels du mouvement ouvrier, du SACP et du COSATU, ne veulent pas de la grève

générale. Ils ne peuvent pas riposter à la déclaration de guerre du gouvernement bourgeois, car ils ne veulent pas rompre l'Alliance, le front populaire d'Afrique du Sud. La direction COSATU avait signé à l'avance sa capitulation :

*La seule pensée de rompre l'alliance stratégique avec l'ANC et le SACP servirait le programme des ennemis stratégiques de la classe ouvrière. (Mail & Guardian, 20 août 1999)*

Les chefs syndicaux choisissent plutôt le maintien de l'Alliance avec l'ANC qui piétine les intérêts des travailleurs que la mobilisation des masses, que la grève générale, que le risque de la révolution conduite par le prolétariat noir.

Ainsi, malgré la force manifestée par les travailleurs de la fonction publique le 24 août, le gouvernement Mbeki maintient la baisse de leur pouvoir d'achat. Cet échec, dont la responsabilité incombe à la direction syndicale, encourage le gouvernement ANC à poursuivre son offensive contre l'ensemble des travailleurs salariés au compte de la bourgeoisie sud-africaine.

## **POUR L'ÉMANCIPATION DES MASSES NOIRES : GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN !**

L'intérêt des travailleurs commande au contraire la rupture des organisations ouvrières, SACP et COSATU, avec la bourgeoisie, avec l'Etat bourgeois, avec le gouvernement de collaboration de classes, avec l'ANC. C'est la voie qu'avait tracée, à la veille des élections générales, la XI<sup>e</sup> Conférence du Comité pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire et de l'Internationale ouvrière révolutionnaire :

*La démagogie nationaliste que l'ANC professait sous l'apartheid a fait place à la défense acharnée du capitalisme et de l'ordre bourgeois. L'ANC s'est affirmé comme un parti bourgeois. En 1996, le gouvernement contrôlé par l'ANC a adopté un programme ouvertement réactionnaire, appelé GEAR : gel des salaires, diminution des impôts pour les patrons, privatisations, diminution des dépenses sociales... Seule la classe ouvrière peut résoudre les tâches démocratiques et satisfaire les revendications des masses noires. Un Parti ouvrier révolutionnaire est nécessaire à cette perspective. Sa construction inclut à cette étape : l'exigence de la rupture du SACP et de la direction de la COSATU avec le gouvernement bourgeois, le vote pour les candidatures ouvrières lors des élections. (Combattre pour le Socialisme n°78, mai 1999, p.12)*

En effet, pour se défendre et accomplir ses tâches historiques, le prolétariat d'Afrique du Sud a besoin d'un Parti ouvrier révolutionnaire, d'un parti intransigeant vis-à-vis de tous les partis de la bourgeoisie, de tous les gouvernements bourgeois.

Nulle part, le capitalisme pourrissant ne laisse pas de place pour l'amélioration du niveau de vie des masses. Même les acquis limités qui ont été arrachés en Afrique du Sud dans les années 1980 par une intense lutte des masses noires sont en danger. Dans ce dernier pays, la collaboration des organisations ouvrières

(majoritairement noires) avec le grand capital (majoritairement blanc) via l'ANC ne peut que conduire à la défaite du prolétariat.

Seule la lutte pour l'expropriation du capital, pour le pouvoir ouvrier, qui prendra l'aspect d'un gouvernement ouvrier et paysan majoritairement noir, peut préserver les conquêtes antérieures, en édifiant la Fédération socialiste d'Afrique australe, en stimulant la lutte révolutionnaire des travailleurs noirs de toute l'Afrique, et aussi des Antilles, des Etats-Unis, de Grande-Bretagne ou de France. En retour, la révolution socialiste mondiale permettra enfin de libérer définitivement les masses du pays et du continent de la misère et de l'oppression, en développant à grande échelle les forces productives en Afrique du Sud et dans toute l'Afrique.

La seule voie de progrès est le socialisme, la seule classe sociale capable de la tracer est la classe ouvrière. Ainsi l'apartheid économique et social rejoindra aux poubelles de l'histoire l'apartheid juridique et politique.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1999